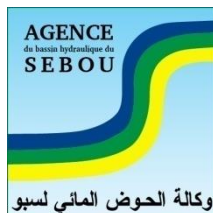


**ROYAUME DU MAROC**

---

**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES**



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**APPEL D'OFFRES OUVERT N° 18/2021/ABHS**

**RELATIF AU**

**Contrôle topographique des travaux dans le bassin du Sebou**

**Réservé aux PME**

**2021**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUES .....	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
ARTICLE 4 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF .....	5
ARTICLE 5 : DELAI DU MARCHE ET DELAIS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 6 : PENALITES POUR RETARD .....	6
ARTICLE 7 : CARACTERE GENERAL DES PRIX .....	7
ARTICLE 8 : DOMICILE DE L'INGENIEUR TOPOGRAPHE .....	7
ARTICLE 9 : SOUS TRAITANCE .....	7
ARTICLE 10 : CESSION DU MARCHE -INTERRUPTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 11 : REVISION DES PRIX .....	8
ARTICLE 12 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT .....	8
ARTICLE 13 : ASSURANCES .....	8
ARTICLE 14 : LITIGES .....	8
ARTICLE 15 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	8
ARTICLE 16 : MESURES COERSITIVES ET RESILIATION DU MARCHE .....	9
ARTICLE 17 : CONDITIONS GENERALES D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....	9
ARTICLE 18 : DEFINITION DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT .....	10
ARTICLE 19 : VALIDITE DU MARCHE .....	10
ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE, DELAI DE GARANTIE, RECEPTION DEFINITIVE .....	10
ARTICLE 22 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES .....	10
ARTICLE 23 : NANTISSEMENT .....	11
ARTICLE 24 : DELAI D'APPROBATION .....	12
ARTICLE 25 : ORDRE DE SERVICE .....	12
ARTICLE 26 : CONNAISSANCE DES LIEUX.....	12
Article 27 : RELATION INGENIEUR TOPOGRAPHE – MAITRE D'OUVRAGE .....	12
ARTICLE 28 : SECRET PROFESSIONNEL .....	13
ARTICLE 29 : LOCALISATION DES TRAVAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX.....	14
ARTICLE 30 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUES .....	14
ARTICLE 31 : COMPOSITION DE L'EQUIPE CHARGEE DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUE.....	17
ARTICLE 32 : DOCUMENTS A METTRE A LA DISPOSITION DU TOPOGRAPHE PAR L'AGENCE .....	18
ARTICLE 33 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER.....	18
ARTICLE 34 : LIAISONS ADMINISTRATIVES .....	18
<b>CHAPITRE II - MODE D'EVALUATION DES PRIX.....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 35 : MODIFICATION DES CONDITIONS INITIALES DU MARCHE.....	19
ARTICLE 36 - DESCRIPTION DES PRIX.....	19
ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF .....	20
ARTICLE 38 : MONTANT DU MARCHE .....	20

**ROYAUME DU MAROC**  
**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**  
**FES**

**Contrôle topographique des travaux dans le bassin du Sebou**

Marché passé après l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, séance publique, en application de l'article 16 Paragraphe 1 Alinéa 2 et de l'article 17 Paragraphe 3 Alinéa 2 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE :

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou représentée par son Directeur  
Désignée ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS.

Désignée ci-après par le terme « AGENCE »

**D'UNE PART**

**ET**

**1. Cas d'une personne morale**

M. ....qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs  
qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....  
Registre de commerce de .....Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....  
ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « TOPOGRAPHE»

D'autre part

**2. Cas de personne physique**

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de .....sous le n° .....  
Patente n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « TOPOGRAPHE »

D'autre part

### **3. Cas d'un groupement**

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention  
.....(les références de la convention)..... :

Membre 1 :

M. ....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des  
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....

Registre de commerce de..... Sous le n° .....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....  
ouvert auprès de.....

Membre 2 : .....

(Servir les renseignements le concernant)

Membre n : .....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant  
M..... ..(prénom, nom et qualité)..... en tant que mandataire du groupement et coordonnateur  
de l'exécution des travaux, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24  
positions).....  
ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « Topographe ».

D'autre part

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet la réalisation des prestations de contrôle topographique des travaux : de protection contre les inondations, aménagement des sources, réalisation des stations de traitement des margines, réhabilitation du siège de l'agence, stations hydrologiques dans la zone d'action du bassin hydraulique du Sebou.

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUES**

Les prestations topographiques objet du présent AO consistent en :

- La réalisation des levés initiaux pour produire des plans côtés de l'existant.
- La réalisation des levés après terrassement.
- La réception des fonds de fouilles.
- Le calcul des cubatures des terrassements (Déblais, Remblais).
- La réalisation des plans de récolement.
- La réalisation des visites de suivi par une brigade pour le contrôle topographique des travaux de protection contre les inondations.
- La validation des dossiers topographiques fournis par les entreprises dans le cadre du même projet

### **ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché issu du présent appel d'offres sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et maître d'œuvre pour le compte de l'Etat approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 ( 04/06/2002 ).

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le topographe est réputé avoir lu et accepté les conditions et les clauses prévues au marché issu du présent appel d'offres ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

### **ARTICLE 4 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : six mille dirhams (6000.00 DHS)

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché, la somme étant arrondie à la dizaine de dirhams supérieure et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'ABHS Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive.

## **ARTICLE 5 : DELAI DU MARCHE ET DELAIS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **- DELAI DU MARCHE**

Le délai global d'exécution pour l'ensemble de la prestation est fixé à Vingt-quatre (24) mois à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

Si le délai global des marchés des travaux objet de suivi dépasse le délai d'exécution (24 mois). Le titulaire du marché résultant du présent appel d'offres est appelé à assurer la réalisation des prestations définies dans le présent CPS jusqu'à la réalisation de la totalité des travaux définis dans l'article 2, et ne pourra prétendre à aucune indemnité dans ce cas.

### **- DELAIS D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet la réalisation des prestations de contrôle topographiques des travaux réalisés par les Entrepreneurs adjudicataires des marchés des travaux.

L'Agence informera le topographe par fax ou moyen approprié pour réaliser les interventions. Il doit intervenir dans les 24 heures qui suivent la réception du fax.

Les interventions du topographe peuvent faire l'objet d'un planning à arrêter en liaison avec l'Agence ou le chargé du projet en harmonie avec l'avancement des travaux objet du contrôle.

Si la cadence des travaux est importante, le topographe doit mobiliser sur chantier le personnel et le matériel nécessaire pour le suivi journalier des travaux.

### **- DOCUMENTS A FOURNIR :**

Les documents à fournir par le Cabinet Topographique sont :

- Les plans et les levés initiaux cachetés et signés par le topographe (tracé en plan, profil en long, profil en travers) **dans un délai de 10jours** à compter de la date du procès-verbal de démarrage des travaux et la visite des lieux.
- Les plans et les levés après terrassement cachetés et signés par le topographe (tracé en plan, profil en long, profil en travers) **au plus tard une semaine à la demande de l'ABHS**
- Les rapports de calcul des cubatures cachetés et signés par le topographe au plus tard **une semaine à la demande de l'ABHS ;**
- Les PV de visite de contrôle et de réception des fonds de fouille et des ouvrages des projets signés par le topographe au plus **tard 48 heures de la date de la sortie.**
- Les plans de recollement de fin des travaux cachetés et signés par le topographe au plus tard **une semaine à la demande de l'ABHS**
- Les plans seront fournis également à l'ABHS sous format Autocad ;

Le rapport de fin de travaux contenant le détail des résultats ainsi que l'ensemble des plans demandés, sur support papier et sur CD (3 exemplaires en version définitive).

## **ARTICLE 6 : PENALITES POUR RETARD**

Si l'IGT ne respecte pas le délai d'exécution précisé dans l'article 31 partie document à fournir, il lui sera appliqué une pénalité de 1/1000 du montant initial du marché, par jour calendaire de retard. Par application des dispositions de l'Article 42 du C.C.A.G-EMO, le montant total des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le topographe de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 de CCAG-EMO.

## **ARTICLE 7 : CARACTERE GENERAL DES PRIX**

Conformément à l'Article 34 du CCAG-EMO, les prix du marché comprenant le bénéfice ainsi que tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe pour l'établissement de l'étude tels que le traitement de texte, tirage, travaux et prestations prévus au marché et dont l'Ingénieur topographe est réputé avoir estimé les difficultés et risques. Les prix tiennent compte des frais de voyage, déplacement, et frais de séjour y compris toutes sujétions, prévues dans le présent marché.

## **ARTICLE 8 : DOMICILE DE L'INGENIEUR TOPOGRAPHE**

Conformément à l'Article 17 du C.C.A.G-EMO, L'Ingénieur topographe est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché ou de la décision prise de commencer l'exécution du marché.

Faute par lui d'avoir satisfait cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables que lorsqu'elles ont été faites au siège de L'Ingénieur topographe dont l'adresse est indiquée dans son acte d'engagement.

## **ARTICLE 9 : SOUS TRAITANCE**

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants

#### **ARTICLE 10 : CESSIION DU MARCHE -INTERRUPTION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'Article 25 du C.C.A.G-EMO, la cession du marché est interdite sauf dans les cas de cession de la totalité ou d'une partie du patrimoine de l'IGT à l'occasion d'une fusion ou d'une scission. Dans ce cas le marché ne peut être cédé que sur autorisation expresse du maitre d'ouvrage. Sur la base de cette autorisation, un avenant doit être conclu. Les cessionnaires doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues au décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 13

L'interruption des prestations objet du présent marché est régie par les articles 27, 28, 29, 30 et 31 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 11 : REVISION DES PRIX**

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Jourmada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

#### **ARTICLE 12 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT**

Les frais des timbres et d'enregistrement sont à la charge de l'IGT.

#### **ARTICLE 13 : ASSURANCES**

L'IGT doit, avant tout commencement des travaux, adresser au maitre d'ouvrage, dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du marché, les copies conformes des polices d'assurance qu'il a contractée et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché conformément à l'Article 20 du C.C.A.G-EMO.

Aucun paiement ne sera effectué tant que l'IGT n'aura pas rempli ces obligations et fourni des polices énumérées dans l'article précité du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 14 : LITIGES**

Conformément à l'Article 55 du C.C.A.G-EMO, tous les litiges entre l'IGT et le maitre d'ouvrage, à propos de l'exécution des prestations du présent marché, seront soumis aux tribunaux compétents

#### **ARTICLE 15 : CAS DE FORCE MAJEURE**

En application de l'article 32 du CCAG-EMO, il ya lieu d'entendre, par cas de force majeure, toutes circonstances de caractère extraordinaire et exceptionnel que les deux parties ne pouvaient prévoir ou prévenir au cours de l'exécution du marché.



La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra en informer immédiatement par lettre recommandée au plus tard 7 jours après leurs apparitions, l'autre partie en précisant la date où commencement les circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telles circonstances, le maître d'ouvrage et l'Ingénieur Géomètre topographe conviendraient de toutes les mesures adéquates à prendre.

Les délais d'exécution du marché seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeures.

#### **ARTICLE 16 : MESURES COERSITIVES ET RESILIATION DU MARCHE**

Lorsque l'IGT ne se conforme pas aux dispositions du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Ce délai, sauf le cas d'urgence, n'est de moins de dix (10) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si l'IGT n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le maître d'ouvrage peut à titre provisoire, prendre toutes les mesures qu'elle juge utile pour que la poursuite de tout ou partie du marché soit aux frais de l'Ingénieur Géomètre topographe.

Toutefois, si celui-ci justifie des moyens nécessaires pour reprendre le marché et le mener à bonne fin, le maître d'ouvrage peut lui confier à nouveau et faire cesser les mesures prises par elle à titre provisoire.

A l'exception de cette dernière hypothèse, le maître d'ouvrage dispose alors de la faculté soit de décider le maintien à titre définitif des mesures, soit de conclure un nouveau marché avec tout autre société de son choix aux risques et périls de l'IGT, soit de prononcer la résiliation pur et simple du marché sans que l'Ingénieur topographe puisse prétendre au versement d'une indemnité.

Jusqu'à la résiliation éventuelle du marché, les excédents de dépenses résultants des mesures prises pour assurer la poursuite du marché sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues par l'Ingénieur topographe sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

#### **ARTICLE 17 : CONDITIONS GENERALES D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

D'une façon générale, tous les prix tiennent compte de toutes les dépenses, frais et faux frais à engager pour la bonne exécution du marché et non spécialement couverts par les allocations explicitement prévues par le présent cahier de prescriptions particulières.

Les prix du bordereau sont établis en tenant compte des conditions économiques prévalant ou pouvant prévaloir durant la durée d'exécution du marché. La société ne peut en aucun cas exciper l'ignorance de ces conditions.

Tous les prix du bordereau s'appliquent aux prestations réalisées en conformité avec les dispositions des cahiers des prescriptions particulières et techniques.

L'Ingénieur Géomètre topographe reconnaît que l'ensemble des prix unitaires du bordereau permet le rémunérer intégralement pour l'ensemble des prestations de contrôle topographique conformément aux règles en vigueur.

#### **ARTICLE 18 : DEFINITION DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT**

Le règlement des prestations, objet du présent appel d'offres se fera sur la base des décomptes établis, après réception des factures sur présentation des titres justificatifs des opérations effectuées, conformément au bordereau des prix détail estimatif du marché découlant du présent appel d'offres.

Le paiement des prestations se fera sur la base des prix unitaires figurant sur le bordereau des prix détail estimatif joint au présent CPS.

#### **ARTICLE 19 : VALIDITE DU MARCHÉ**

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur de l'ABHS et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque le visa de celui-ci est requis.

#### **ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE**

La retenue de garantie à prélever sur les décomptes provisoires est de 10% (dix pour cent). Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint 7% (sept pour cent) du montant initial du marché. Elle pourra être cautionnée dans les conditions prévues dans l'Article 40 du C.C.A.G-EMO.

#### **ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE, DELAI DE GARANTIE, RECEPTION DEFINITIVE**

La réception provisoire sera prononcée à l'achèvement des prestations objet du présent marché et après la réception des dossiers de recollement des travaux.

Le délai de garantie prévue est de 02 mois. Pendant ce délai, l'ingénieur topographe devra répondre à toute notification qui lui sera adressée pour prendre en considération toutes les remarques de l'Agence émises à l'égard des prestations effectuées.

La réception définitive sera prononcée après approbation des rapports récapitulatifs et définitifs de fin des prestations pour chacun des chantiers contrôlés et suivis par le topographe.

#### **ARTICLE 22 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux lois et règlements en vigueur et notamment les textes généraux suivants :

- Le dahir N° 1.15.05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi organique N° 112.13 relative au nantissement des marches publics.
- Le dahir N° 1.56.211 du 11 décembre 1956 relative aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataire des marches publics.
- Le dahir N° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail.

- Le décret N° 2.16.344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics.
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Le cahier des clauses administratives générales des études et maîtrise d'œuvre applicables aux marchés d'études exécutés pour le compte de l'état approuvé par le décret N° 2.01.2332 du 22 rabii 1423 (4 juin 2002).
- Le décret N° 2.09.441 du 17 moharrem 1431 (03 janvier 2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités locales et leurs groupements.
- Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du dahir N° 1.56.211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Code général des impôts ;
- L'arrêté n° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- En outre, le BET titulaire du marché devra se procurer ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations.
- En cas de modification dans le texte concerné, le BET se référera aux plus récent d'entre – eux.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.
- En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.
- Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

## **ARTICLE 23 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabbi II (19 février 2015), étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13, est le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir précité.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier

#### **ARTICLE 24 : DELAI D'APPROBATION**

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution.

Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 25 : ORDRE DE SERVICE**

Conformément à L'article 9 du CCAG-EMO, il sera notifié à l'Ingénieur Géomètre Topographe un ordre de service de commencer les travaux. L'Ingénieur topographe doit se conformer strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés par le maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et enregistrés. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de notifier des ordres d'arrêt des prestations objet du marché pour des raisons climatiques et techniques.

Un ordre de service peut faire l'objet d'une ou plusieurs interventions. L'Ingénieur topographe doit se conformer strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 26 : CONNAISSANCE DES LIEUX**

Le titulaire du marché est censé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions résultant des conditions de la zone des prestations de contrôle topographiques. Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas formuler des réclamations fondées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des travaux topographiques.

#### **Article 27 : RELATION INGENIEUR TOPOGRAPHE – MAITRE D'OUVRAGE**

Durant l'accomplissement des travaux topographiques qui lui est confiée, l'Ingénieur topographe ne sera en aucune façon autorisé à se substituer au maître d'ouvrage dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services. L'Ingénieur topographe se limitera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite au maître d'ouvrage de transformer à sa convenance en décisions ou ordres d'exécution. Il tiendra au maître d'ouvrage au courant de toutes les relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement de son travail ; il transmettra en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers.

Dans le cadre de sa mission, L'Ingénieur topographe devra tenir le maitre d'ouvrage au courant de la progression des travaux de la façon la plus continue et la plus complète possible. L'Ingénieur topographe devra en particulier :

- Fournir au maitre d'ouvrage des comptes-rendus périodiques sur l'avancement des travaux et des comptes-rendus de toutes les réunions concernant la présente prestation,
- Assurer des contacts fréquents avec le maitre d'ouvrage en vue de réaliser les prestations dans de bonnes conditions.

#### **ARTICLE 28 : SECRET PROFESSIONNEL**

Le personnel du titulaire du marché sera assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel dans les mêmes conditions que les fonctionnaires de l'État.

## CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES

### **ARTICLE 29 : LOCALISATION DES TRAVAUX OBJET DU CONTROLE TOPOGRAPHIQUE ET CONNAISSANCE DES LIEUX**

Les prestations objet du présent marché se dérouleront au niveau des chantiers relatifs aux travaux de protection contre les inondations ou autres. Ces chantiers sont situés sur la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou. L'ingénieur topographe ne peut en aucun cas élever de réclamation sur leur situation ou leur éloignement par rapport à son siège ou domicile.

L'ingénieur topographe est censé avoir une parfaite connaissance de la zone d'action de l'Agence, des lieux, des difficultés et des sujétions résultant des conditions des chantiers ainsi que l'emplacement et la nature des travaux à exécuter. Le topographe ne pourra en aucun cas formuler de réclamation basée sur une reconnaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des travaux objet du présent marché.

### **ARTICLE 30 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUES**

Le travail demandé consiste en :

- La réalisation des levés topographiques au sol avant terrassement pour produire des plans cotés à l'échelle 1/1000 ou 1/500<sup>ème</sup> ou 1/100<sup>ème</sup> selon le besoin, soit un semis de points cotés sur le terrain naturel d'un pas de 10 m, ce pas peut être revu en baisse lorsqu'il s'agit de lever des reliefs caractéristiques.
- L'exécution des profils en travers, ainsi que des profils en long suivant l'axe médian du lit mineur, ou de l'axe du projet, l'emplacement et l'espacement des tronçons concernés par les profils en travers et les profils en long seront précisés avant le démarrage des travaux et seront levés aux échelles 1/100, 1/1000 pour les longueurs et 1/50<sup>ème</sup> pour les hauteurs. L'espacement entre (02) deux points cotés successifs, constituant les profils en travers et ceux en long, relevés sur terrain naturel est de 5.00 m. Les largeurs à partir du lit mineur de l'oued correspondant à chaque profil en travers seront proposées par le Cabinet Topographique et validés par le M.O ;
- Le calcul de cubature des terrassements demandé par le M.O, ce calcul doit être remis sous forme d'un listing avec tous les dessins nécessaires et après exécution des travaux.
- La vérification et la réception des cotes de fond de fouilles par une brigade topographique en se basant sur les côtes de projet (fond de fouille) avant que les entreprises entament les travaux de bétonnage ou d'endiguement. Un PV sera établi dans ce sens et présenté au MO. L'IGT procédera également à la réception et à la vérification des côtes et des différentes pentes des ouvrages après réalisation.
- Réception de l'implantation des ouvrages.
- La réalisation des plans de récolement des ouvrages exécutés au 1/500 demandés par le M.O.
- Etablissement du dossier d'achèvement des prestations de contrôle topographiques comprenant :
  - Plan coté, profil en long, profils en travers avant terrassement
  - Plan coté, profil en long, profils en travers après terrassement
  - Le plan de recollement
  - PV de réceptions des fonds de fouilles et tabulation
  - Calcul de cubature
- La validation des dossiers topographiques fournis par les entreprises.

A la demande du M.O le topographe peut être amené à réaliser à sa charge des consultations avec les autres administrations notamment (consultation avec l'agence urbaine, consultation avec les services du domaine)

L'IGT procédera à la réalisation des levés topographiques en coordination avec le Maître d'Ouvrage.

Tous les plans topographiques remis à M.O ; par l'IGT doivent porter la mention « vérifié par le topographe... », et doivent être signés par ses soins.

➤ **Planimétrie des plans cotés au 1/1000ème et/ou au 1/500ème :**

Le levé porte sur tous les éléments planimétriques dont la représentation à l'échelle du plan serait supérieure ou égale à 1mm. Les levés topographiques doivent être liés « au système de projection Lambert » et rattachés au Nivellement Général du Maroc (NGM).

Les levés s'appuieront sur la triangulation existante dans le système Lambert qui sera complétée si besoin par une triangulation complémentaire à la charge du cabinet topographique.

Les stations permettant l'établissement du levé ainsi que les points de la triangulation complémentaire seront identifiées et représentés par un croquis de repérage et matérialisés par un piquet en fer de 50cm de longueur et de 14 mm de diamètre fiché en terre et noyé en sa partie supérieure dans une galette en béton de 20 cm de diamètre et de 15 cm d'épaisseur offrant toute garantie de stabilité et de durée.

Tous les éléments planimétriques sont à déterminer par leurs trois coordonnées X, Y et Z. Ceux dont la côte Z ne donne pas l'altitude du terrain avec la précision exigée sont à identifier par un code d'invalidité.

Les éléments planimétriques à relever sur toute l'étendue des plans cotés sont :

- Les voies revêtues (axe, bords revêtus et non revêtus, fossés, talus, ....etc) ;
- Les pistes et sentiers avec leurs deux bords et leurs talus éventuels et fossés ;
- Les voies ferrées avec leurs équipements ;
- La végétation avec indication du genre ;
- Les arbres isolés, les arbres d'alignement, jardins, forêts, cactus, haies sèches et vives, haies de roseaux, ...etc. ;
- Les limites des parcelles avec éventuellement leurs bas et hauts de talus ;
- Châabas jusqu'à confluence avec le lit principal
- Les limites des lits majeur et mineur en précision les méandres ;
- Les réseaux aériens avec leur support (téléphone, lignes électriques) avec leurs caractéristiques et pour chaque type un symbole différent ;
- Les réseaux enterrés visibles (conduites ONEP, assainissement, lignes téléphoniques, ....etc) ;
- Les ouvrages d'art (ponts, dalots et buses) avec leurs caractéristiques ;
- Les constructions (bâtis et murs) en dur et en matériaux légers (à différencier) ;
- Les puits et sources d'eau en indiquant leur état d'exploitation ;
- Les limites physiques des parcelles et des terrains de culture ;
- Tous les talus (ligne basse et ligne haute) dont la hauteur dépasse 20cm ;
- Les bornes de la polygonale de base avec indication du numéro de la borne et ses trois coordonnées X, Y et Z avec la précision du mm.

Tous les éléments planimétriques au cas où ils existent seront représentés sur le plan par leurs signes conventionnels.

➤ **Altimétrie des plans cotés au 1/1000ème :**

Elle comporte la représentation du relief au moyen de courbes de niveau. L'équidistance de base de ces courbes de niveau, applicable à l'ensemble du plan sera de 0,5 m. Toutefois, le cabinet

topographique représentera les courbes de niveau principales tous les 2,5 mètres et les courbes secondaires tous les 0,5 mètre. Les courbes métriques seront cotées tous les 15 cm à l'échelle du plan.

En général, à part les réseaux aériens et la végétation, tous les éléments planimétriques cités ci-dessus sont à relever en altimétrie.

Le levé en altimétrie des éléments de détail cités ci-dessus au 1/1000 doit être complété par :

- Un semis de points pour assurer au plan une densité minimale d'un point tous les 10 m ;
- Des points cotés supplémentaires permettant de définir les formes remarquables du relief (ligne de crête, ligne de changement de pente, ...etc).

➤ **Précision des plans cotés au 1/1000ème et/au 1/500ème :**

Les plans cotés établis aux échelles du 1/1000ème ou 1/500ème par levé au sol sont réputés réguliers et doivent donc répondre aux précisions reconnues par les professionnels des études et travaux topographiques. Ces précisions sont les suivantes

$$PP = 0,015 E \quad (\text{cm})$$

$$PA = 8.PP.E.tang(\beta) \quad (\text{cm}) \quad (\text{si } PP > 8 \%)$$

$$= 10 \text{ cm} \quad (\text{si } PP \leq 8 \%)$$

Où : PP : Précision planimétrique en cm ;

E : L'inverse de l'échelle du plan coté, en l'occurrence 1000 ;

PA : Précision altimétrique en cm ;

$\beta$  : Pente moyenne du terrain naturel.

➤ **Rédaction des plans définitifs :**

Les plans définitifs doivent comporter les éléments ou renseignements suivants :

a) Planimétrie :

- Les points cotés permettant d'assurer au plan une densité minimale qui reflètent tous les détails sur le terrain ; cette densité sera adaptée en fonction des changements de relief pour les terrains accidentés, une attention particulière sera donnée aux limites des lits mineurs et de ses méandres, ainsi qu'aux lits majeurs et aux berges de l'oued et des chaabas.

- Tous les éléments dont la représentation à l'échelle du plan est supérieure à 1mm ;

b) Altimétrie :

- Les courbes de niveau et les points cotés supplémentaires.

- Les points à côte valide issus de la saisie planimétrique ;

c) Toponymie :

En faisant référence aux désignations cadastrale, communale et provinciale :

- Les limites administratives ;

- Les noms des rivières et ruisseaux (flèche dans le sens de l'écoulement) ;

- Les noms et numéros des autoroutes et des routes ;



- Le quadrillage décimétrique Lambert avec indication des coordonnées X et Y tous les 100 mètres, la flèche de direction des Y, l'échelle, la date d'établissement, le numéro de la feuille du plan et un tableau d'assemblage des feuilles ;

- Etc.....

d) Eléments de présentation :

- La forme de la cartouche doit être approuvée par le MO. Elle doit indiquer le numéro de la planche, l'échelle, la date d'établissement, l'indice du plan, le Nom du maître d'ouvrage, le logo et l'adresse du cabinet topographique, le nom de l'oued, de la chaâba concernée et la mention « plan côté topographique » ;

- La flèche du Nord Lambert.

Si la vérification fait apparaître des erreurs, des omissions, écarts hors tolérance ou une exécution non conforme aux spécifications suscitées ou aux règles de l'art, les documents défectueux devront être rectifiés aux frais du cabinet topographique et dans le délai contractuel de sa mission.

➤ **Documents à fournir :**

Les documents à fournir par le Cabinet Topographique sont :

- Les plans et les levés initiaux cachetés et signés par le topographe (tracé en plan, profil en long, profil en travers) dans un délai de 10 jours à compter de la date du procès-verbal de démarrage des travaux et la visite des lieux.
- Les plans et les levés après terrassement cachetés et signés par le topographe (tracé en plan, profil en long, profil en travers) au plus tard une semaine à la demande de l'ABHS
- Les rapports de calcul des cubatures cachetés et signés par le topographe au plus tard une semaine à la demande de l'ABHS ;
- Les PV de visite de contrôle et de réception des fonds de fouille et des ouvrages des projets signés par le topographe au plus tard 48 heures de la date de la sortie.
- Les plans de recollement de fin des travaux cachetés et signés par le topographe au plus tard une semaine à la demande de l'ABHS
- Les plans seront fournis également à l'ABHS sous format Autocad ;

Le rapport de fin de travaux contenant le détail des résultats ainsi que l'ensemble des plans demandés, sur support papier et sur CD (3 exemplaires en version définitive).

## **ARTICLE 31 : COMPOSITION DE L'EQUIPE CHARGEE DE CONTROLE TOPOGRAPHIQUE**

Le personnel que le Titulaire devra déployer pour les besoins du marché est :

- Un ingénieur géomètre topographe diplômé, qualifié et inscrit dans l'ordre des ingénieurs topographes secteur privé.
- Une brigade topographique comprenant au minimum :
  - Un technicien topographe diplômé,
  - Un opérateur.
  - Un port-mire.

Le planning d'intervention des différents membres de l'équipe sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant le démarrage des prestations. Ce planning sera ajusté en concertation avec le maître d'ouvrage et l'entreprise chargée des travaux en fonction de l'avancement des travaux.

Il est à noter que l'équipe de suivi des travaux doit être à la disposition de le M.O et disponible pour tout ce qui concerne le bon déroulement du suivi des travaux objet de ce marché. En cas ou le M.O demande le changement de l'un des membres de l'équipe du projet, le cabinet topographique doit l'accepter et présenter immédiatement le CV du nouveau membre de l'équipe.

#### **ARTICLE 32 : DOCUMENTS A METTRE A LA DISPOSITION DU TOPOGRAPHE PAR L'AGENCE**

L'Agence mettra à la disposition de l'ingénieur topographe toute la documentation nécessaire pour assurer un contrôle dans les bonnes conditions.

#### **ARTICLE 33 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER**

Tout incident technique ou résultat paraissant particulièrement important devra être immédiatement communiqué à l'Agence. Pour les incidents entraînant l'interruption des travaux en cours, le topographe devra avertir l'Agence dans les plus brefs délais et d'une manière aussi détaillée et complète que possible. Tout accident présentant un aspect de gravité devra être immédiatement communiqué à l'Agence.

#### **ARTICLE 34 : LIAISONS ADMINISTRATIVES**

Elles seront effectuées avec la Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès (MO). Le topographe est tenu d'utiliser la langue française pour la correspondance, pour tous documents qu'il fournira au MO, le système métrique sera utilisé.

Les plans, notes et correspondances seront établis sur format normalisé. Dans l'accomplissement des travaux qui lui sont confiées, le topographe ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à l'Agence dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services intérieurs. Son rôle se bornera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite à l'Agence de transformer à ses convenances en décisions ou ordres d'exécution.

## **CHAPITRE II - MODE D'EVALUATION DES PRIX**

### **ARTICLE 35 : MODIFICATION DES CONDITIONS INITIALES DU MARCHE**

Au début de chaque exercice et conformément à l'article 7 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (2 Mars 2013), il sera procédé, si nécessaire, à la révision des conditions d'exécution du marché.

#### **Article 36 - Description des prix.**

##### **Prix N°1 – Plan coté, profils en long et les profils en travers avant terrassement**

Ce prix rémunère au ml la réalisation des levés topographiques avant terrassement pour produire des plans cotés, profils en long suivant l'axe défini par le maître d'ouvrage et les profils en travers en respectant un pas de 5 m.

##### **Prix N°2 - Profils en long et les profils en travers après terrassement**

Ce prix rémunère au ml la réalisation des levés topographiques après terrassement pour produire les profils en long et profils en travers en respectant un pas de 5 m.

##### **Prix N°3 - Calcul de cubature des terrassements**

Ce prix rémunère au ml le calcul de cubature des terrassements (Déblais et remblais).

##### **Prix N°4 - Plans de récolement**

Ce prix rémunère au ml la réalisation des plans de récolement des ouvrages exécutés.

##### **Prix N°5 - Visite et suivi des travaux par une brigade**

Ce prix rémunère à l'unité les visites de suivi des travaux pour l'implantation des ouvrages, la vérification et le contrôle de l'axe du projet, les réceptions des fonds de fouilles, le contrôle des cotes projet et les pentes mentionnées dans les plans d'exécution. Le minimum de linéaire de fond de fouilles à réceptionner pour chaque sortie est d'environ 150ml.

##### **Prix N°6 – Elaboration du plan parcellaire**

Ce prix rémunère au kilomètre suivant l'axe du projet, l'élaboration des plans parcellaires y compris les consultations cadastrales, calcul des contenances récents et toutes suggestions du MO ou autres nécessaires à ce travail.

**ARTICLE 37 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF**

**Objet du marché : Contrôle topographique des travaux dans le bassin du Sebou**  
**Réservé aux PME**

N° prix	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total
				En DHs	En Dhs
1	Plan coté, profils en long et les profils en travers avant terrassement	MI	6000.00		
2	Profils en long et les profils en travers après terrassement	MI	6000.00		
3	Calcul de cubature des terrassements	MI	6000.00		
4	Plans de recollement	MI	6000.00		
5	Visite et suivi des travaux par une brigade	U	70.00		
6	Elaboration du plan parcellaire	Km	3.00		
<b>Total HT</b>					
<b>TVA (20%)</b>					
<b>Total TTC</b>					

Le présent bordereau des prix –détail estimatif à la somme de :

..... DH TTC

**ARTICLE 38 : MONTANT DU MARCHE**

Arrêté le présent marché à la somme de : ..... DH TTC

**APPEL D'OFFRES OUVERT N° 18/2021**

**Objet du marché : Contrôle topographique des travaux dans le bassin du Sebou  
Réservé aux PME**

Pour un montant de :

**Dressé par :**

**Présenté par :**

Fès le .....

Date : .....

**Lu et accepté par :**

**Le prestataire soussigné**

Fès le .....

**Visé par :**

**Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin  
Hydraulique du Sebou**

**Approuvé par :**

**La Directrice de l'Agence du Bassin Hydraulique  
du Sebou**

Rabat, le : .....

Fès le .....